

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 19/12/5.5**

**SEANCE DU 16 DECEMBRE 2019**  
**L'AN DEUX MILLE DIX NEUF ET LE SEIZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THULIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Stanislas ROQUEBERT, Ghislaine DESGREES DU LOU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

**Secrétaire de séance** : Julien ROCCHIA

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE</u></b> : OUI	<b><u>POUR</u></b> :	<b><u>CONTRE(S)</u></b> :	
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> :		<b><u>BLANC(S)</u></b> :	

**OBJET : Evaluation des nouvelles charges transférées à la Métropole dans le cadre de la redevance des ordures ménagères**

Monsieur le Maire explique à l'assemblée qu'en application de l'article 1609 *nonies* du Code Général des Impôts, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) verse une attribution de compensation à ses communes membres.

L'article 1609 *nonies* du Code Général des Impôts prévoit que « l'attribution de compensation est recalculée (...) lors de chaque transfert de charge ».

Par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », a été transférée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, devenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE. Il convenait dès lors d'évaluer le transfert de la « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », le

transfert du « traitement des déchets » ayant été déjà transféré à la communauté d'agglomération dès sa création.

Une évaluation des charges transférées pour cette compétence, ainsi que son impact sur les attributions de compensation ont été présentés à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 26 octobre 2016. Cette CLECT a validé le rapport d'évaluation des charges transférées pour cette compétence qui prévoyait une « clause de revoyure » permettant d'ajuster les évaluations initiales et de corriger, le cas échéant, les attributions de compensation votées en 2016.

Pour cette révision, le rapport précisait que le calcul de l'évaluation serait réalisé sur la base des dépenses et des recettes constatées dans les CA 2016 ainsi qu'en fonction des coûts réels constatés par TPM au cours de l'année 2017, à service constant.

L'objectif de la clause de revoyure était d'éviter les écarts trop importants que ce soit pour les communes comme pour TPM sur le coût de la compétence. De la même manière que pour l'évaluation réalisée en 2016, cette révision de l'évaluation doit être juste et soutenable pour les communes et la Métropole.

Cette révision de l'évaluation des charges transférées s'établit comme suit :

<b>Communes</b>	<b>Actualisation AC OM 2017 : impact global</b>
Carqueiranne	1 462 607
La Crau	1 259 648 €
La Garde	1 082 077 €
Hyères	4 982 080 €
Ollioules	1 104 505 €
Le Pradet	880 932 €
Le Revest les Eaux	286 536 €
Saint Mandrier sur Mer	184 922 €
La Seyne sur Mer	4 967 453 €
Six Fours les Plages	2 220 611 €
Toulon	13 255 351 €
La Valette du Var	1 058 433 €
<b>TOTAL</b>	<b>32 745 155 €</b>

Sur ces bases, la révision de l'évaluation des charges transférées contenue dans le rapport de la CLECT du 22 octobre 2019 ainsi que l'impact sur les montants des attributions de compensation ont été adoptés à l'unanimité des membres présents ou représentés de cette commission le 22 octobre 2019.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'approuver cette délibération.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu de l'article 1609 *nonies* C du Code Général des Impôts,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la délibération n° 16/06/84 du conseil communautaire en date du 27 juin 2016 portant mise en conformité des statuts de TPM pour la prise de la compétence Collecte des déchets ménagers,

Vu le rapport initial de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées adopté le 26 octobre 2016 portant sur le transfert de la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées adopté le 22 octobre 2019,

Considérant qu'il revient au conseil municipal et conformément à l'article 1609 *nonies* C du Code Général des Impôts d'approuver l'évaluation des nouvelles charges transférées et leur impact sur les montants des attributions de compensation, en tenant compte du rapport de la CLECT du 22 octobre 2019,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

APPROUVE la révision de l'évaluation des charges transférées pour la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et son impact sur les montants des attributions de compensation tel que figurant dans le rapport de la CLECT du 22 octobre 2019 annexé à la présente délibération, soit en ce qui concerne la commune, un montant global de **1 104 505 €**.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



Envoyé en préfecture le 18/12/2019

Reçu en préfecture le 18/12/2019

Affiché le

ID : 083-218300903-20191216-DELIBE201955-DE